



DI/SB

Envoyé en préfecture le 13/01/2022

Reçu en préfecture le 13/01/2022

Affiché le

ID : 017-211704150-20220112-22\_87-AR



## ARRÊTÉ N°22-87

### PERMISSION DE VOIRIE – RUE RENE CAILLE CREATION D'UN PASSAGE BATEAU

**Le Maire de la Ville de Saintes,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-2, R.411-3-1, R.411-25 et R.417-1 à 417-13,

Vu le Code de la Voie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil municipal en date du 03 Juillet 2020 constatant l'élection du Maire et des adjoints,

Vu l'arrêté n°20-2316 du 3 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Philippe CREACHCADEC pour la signature des décisions relatives aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public, hors manifestations,

Vu le règlement général de la circulation urbaine en date du 5 juin 1963 complété et modifié,

Vu la délibération n°2017-74 en date du 5 juillet 2017 permettant l'entrée en vigueur du règlement de voirie de la ville de Saintes à compter du 12 juillet 2017,

Considérant la demande de permission de voirie formulée par Madame GRAVELLE Clélie, 7 rue René Caillé, 17 100 SAINTES, en date du 22 décembre 2021,

Considérant la nécessité pour Madame GRAVELLE Clélie, d'occuper le domaine public rue René Caillé, à hauteur du n°7, pour la création d'un passage bateau,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 :

Madame GRAVELLE Clélie est autorisée à occuper le domaine public, rue René Caillé, à hauteur du n°7, afin de créer un passage bateau. Elle est autorisée à exécuter ou à faire exécuter les travaux, charge à elle ou à son prestataire de demander un arrêté de circulation qui règlementera les modalités d'intervention pour les travaux ou pour toute opération de maintenance qui pourrait être nécessaire dans le futur.

#### ARTICLE 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. En cas de révocation de la présente autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, et sur demande expresse de la Ville, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande.

#### ARTICLE 3 :

L'entreprise qui réalisera le chantier est autorisée à effectuer les travaux précisés ci-dessus, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

DATE D'AFFICHAGE : 7 3 JAN. 2022



Les travaux réalisés comprendront :

- Dépose des bordures existantes puis remplacement par des bordures neuves identiques (**le sciage des bordures existantes est proscrit**),
- La reprise du revêtement du trottoir sera réalisée en béton lavé,
- La pente transversale sera régulière et inclinée vers le fil d'eau et ne sera pas supérieure à 2 centimètres par mètre,
- La pente longitudinale du trottoir de part et d'autre du passage bateau ne sera pas supérieure à 2 centimètres par mètre afin de satisfaire aux normes d'accessibilité.

Le compactage devra être suffisant et adapté au trafic de cette voie pour garantir l'absence de tassements ultérieurs à l'intervention. Cette intervention sera conforme aux prescriptions du guide SETRA relatif au remblayage de tranchées. En cas de doute sur la classification de la voie concernée par les travaux, le pétitionnaire devra formuler au gestionnaire de voirie son souhait d'obtenir cette précision.

#### ARTICLE 4 :

Le titulaire de la présente permission et l'entreprise à qui les travaux seront confiés restent responsables de l'intervention réalisée sur le domaine public.

#### ARTICLE 5 :

Conformément au règlement de voirie, le titulaire du présent arrêté devra informer le gestionnaire de voirie de la date de fin de chantier et de sa réfection définitive pour permettre le démarrage de la période de garantie de parfait achèvement.

#### ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie dans les lieux habituels réservés à cet effet et publié au registre des arrêtés municipaux ainsi qu'au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

#### ARTICLE 7 :

En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation par courrier ou par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

#### ARTICLE 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville, le Commissaire de la Police Nationale et la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission en Sous-préfecture le **13 JAN. 2022**  
et de sa publication le **13 JAN. 2022**  
et de sa notification le

Fait à Saintes, le **12 JAN. 2022**

Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint au Maire  
Philippe CREACHCADEC

